

Contre un sit-in propalestinien à l'encontre de la banque Scotia **La police de Montréal, comme en Alberta, arrête une journaliste**

Après une tentative de diversion par le déclenchement d'une guerre régionale contre l'Iran qui n'en voulait pas tout en sauvant les apparences, pas plus que l'allié stratégique étatsunien qui en a plein les bras tant en Extrême-Orient qu'en Europe de l'Est mais qui ne cesse pas pour autant d'approvisionner en armes son allié sioniste, la guerre génocidaire revient sur le devant de la scène. Le fascisant régime israélien prépare la prochaine étape de sa guerre d'anéantissement soit l'aplatissement de Rafah, dernier refuge de la population gazaouie. Les protestations populaires en Occident en reprennent du poil de la bête.

En retour, les gouvernements occidentaux, en complicité avec la guerre génocidaire et en persistant contre toute logique à confondre antisémitisme et antisionisme, redoublent leur répression. Le gouvernement allemand, dans le déni mur-à-mur, ne laisse rien passer créant [un climat démocratique délétère](#). Ce n'est guère mieux en France où le gouvernement Macron accuse les anti-génocidaires d'« [apologie du terrorisme](#) », jusqu'à la présidente du groupe LFI à l'Assemblée nationale. Les [campus de plusieurs universités étatsuniennes](#) pullulent de manifestations et occupations contre lesquelles les directions universitaires, encouragées par les Républicains et avec les Démocrates qui tergiversent, font appel aux forces policières qui font des centaines d'arrestations.

Est-ce [mieux en Ontario](#) ? Le moindre ampleur de la répression s'accorde avec la moindre mobilisation propalestinienne mais elle est bien présente. On pourrait avoir l'impression que les humbles mobilisations montréalaises s'en tirent sans répression. Ce n'est pas le cas s'ils prennent une tournure illégales tout en demeurant non-violentes. Non seulement la police montréalaise a-t-elle [arrêté une cinquantaine de personnes](#) faisant un sit-in d'une succursale de la Banque Scotia qui investit dans une [entreprise d'armements d'Israël](#), mais elle a poussé le zèle jusqu'à [arrêter une journaliste accréditée par un média communautaire](#), « *la deuxième fois cette année que la police canadienne cherche à envoyer un journaliste en prison pour avoir fait son travail* », la première fois étant en Alberta à l'encontre d'une journaliste couvrant un campement de sans-abris autochtones.

La police de Montréal entretient une relation particulièrement agressive avec la presse. En 2016, elle a été surprise en train d'espionner le téléphone portable d'un éminent journaliste et, la même année, elle a saisi l'ordinateur portable d'un autre

journaliste, qu'elle n'a rendu que trois ans plus tard, à l'issue d'une bataille judiciaire.

Cette attaque fort inquiétante contre la liberté de la presse ne semble pas pour l'instant ému outre-mesure et n'a été rapportée, semble-t-il, que par un media anglophone.

Marc Bonhomme, 26 avril 2024

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca